NUMÉRO DOUBLE 124 PAGES

TELQUEL

N°435-436. Du 31 juillet au 3 septembre 2010. 20 DH. 5€

POLITIQUE-FICTION

MOHAMMED VI
20 ans de règne

Pouvoir, société, économie, identité... Des experts ont réfléchi à l'avenir du Maroc. *TelQuel* raconte son histoire

DOSSIER SPÉCIAL 28 PAGES

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : AHMED R. BENCHEMSI

www.telquel-online.com

EDITORIAL

ALEX DUPEYRON

AHMED R. BENCHEMSI

Sad beginning*

Depuis le temps, chers lecteurs, vous avez compris le principe : vacances d'août + fête du trône = *TelQuel* "spécial monarchie". Mais cette année, nous avons voulu renouveler le genre. D'où ce dossier de couverture intitulé "Mohammed VI, 20 ans de règne". Non, ce n'est pas une erreur de calcul. Plutôt que ressasser les 11 années passées, nous avons tenté d'imaginer les 10 années futures. Cela s'appelle de la politique-fiction, et c'est un genre très prisé par la presse occidentale, surtout en cette période estivale. Par volonté d'optimisme, nous prévoyons un "happy end" en 2020 : un Maroc où règneraient, enfin, la démocratie et la bonne gouvernance. Scénario hasardeux, penserez-vous... Car ce qui se passe aujourd'hui, en 2010, est loin de ressembler à un "happy beginning".

Politiquement parlant, la situation est, disons, préoccupante. Le pouvoir de la monarchie est plus absolu que jamais, et elle n'entend pas le partager de sitôt avec les élus du peuple. A sa décharge, lesdits élus – et plus généralement, les partis politiques censés les encadrer – ne donnent pas envie de partager le pouvoir avec eux. D'une part, une gauche atrophiée, émasculée, prête à tous les avilissements pour ne pas perdre la petite part de gâteau qu'elle a obtenue voilà 12 ans. De l'autre, un vieux parti conservateur corseté par l'esprit de clan, qui ressasse inlassablement ses gloires historiques plutôt que produire des idées nouvelles. A côté, des islamistes à la vision rétrograde, mais qui attirent la compassion à force d'être harcelés et victimes de coups bas. Ça et là, des partis sans identité ni projet, sinon anticiper ce que le trône attend d'eux (c'est-à-dire pas grand-chose, à part maintenir un paysage politique émietté, donc facile à contrôler). Et enfin, le dernier venu : un parti néo-royaliste déterminé à brouiller les cartes et à doubler tous les autres, mais sans pour autant leur opposer d'alternative crédible...

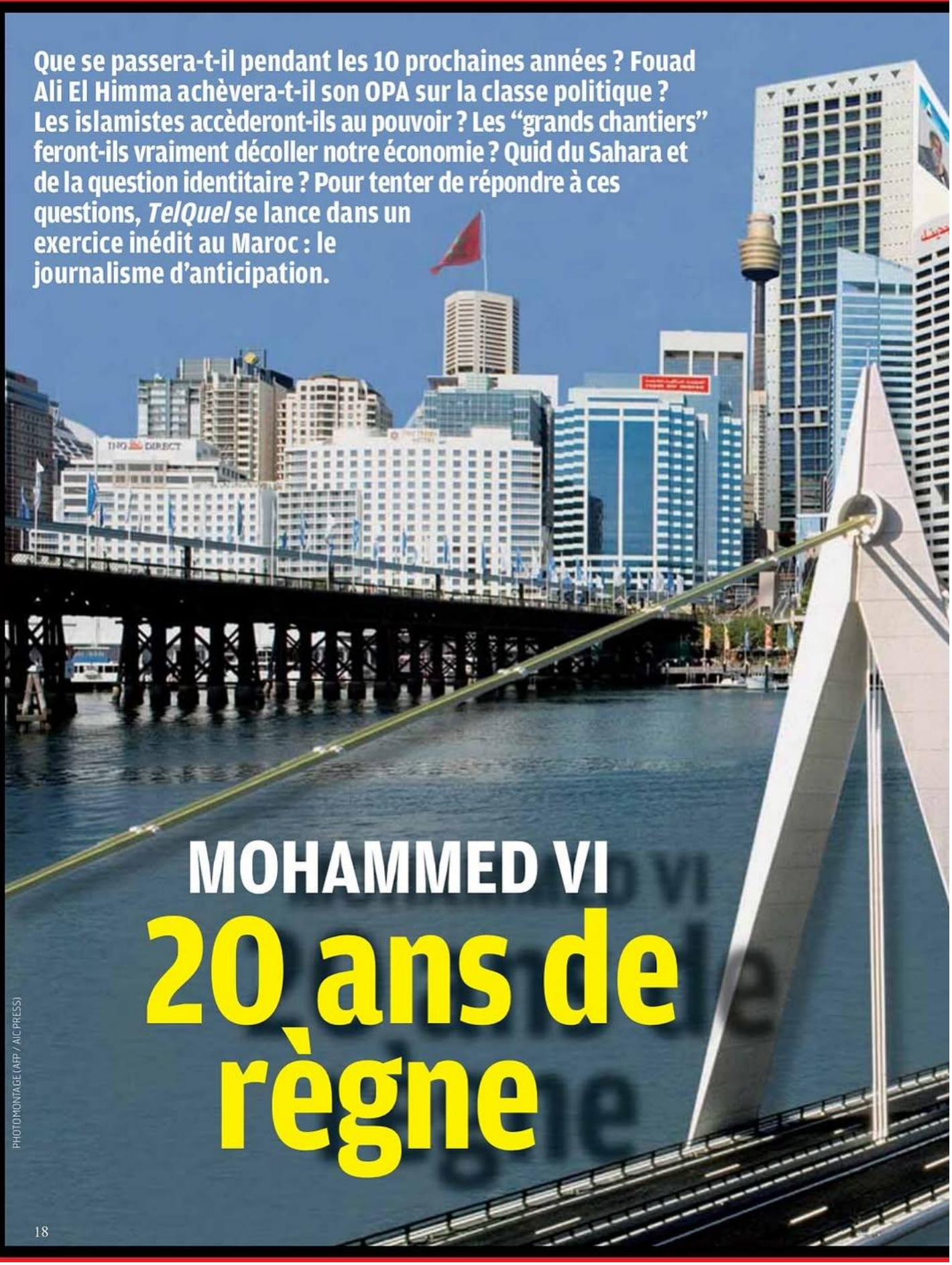
Sur le plan économique, les 10 prochaines années verront l'achèvement de multiples "grands chantiers", qui transfigurent dès à présent nos paysages urbains. Il y a déjà les centres-villes rutilants, il y a aura bientôt les marinas, les tramways, le TGV... Il y a aussi, sur le plan macroéconomique, les multiples "stratégies" et autres "plans" sur lesquels planchent les "ministres-managers". Tout cela est bel et bon. Mais est-ce que cela assurera le décollage économique dont le Maroc a encore désespérément besoin ? Est-ce que cela comblera le fossé, de plus en plus béant, entre les plus riches et les plus pauvres ? Est-ce que cela fera de notre pays un compétiteur sérieux au niveau mondial ? C'est douteux. Ebloui par le verre et l'acier des nouveaux édifices, l'Etat s'aveugle sur la dégradation des finances publiques, déjà en marche. Tout comme il s'aveugle sur la situation globale : notre économie n'est structurellement pas préparée à amortir le choc, inévitable, de la mondialisation et du libre-échange. Nous risquons fort de nous faire broyer.

Comment, partant de là, terminer quand même notre scénario d'avenir sur un "happy end" ? Il faudra d'abord pousser les logiques actuelles jusqu'à leur terme. Un terme potentiellement douloureux, que *TelQuel* n'est pas seul à craindre... La suite repose sur un postulat : qu'un choc psychologique engendre une prise de conscience, prélude à la montée en puissance de nouvelles structures et de nouveaux acteurs. Les anciens (c'est-à-dire ceux que vous connaissez aujourd'hui) seront toujours là. Et la monarchie restera, bien sûr, le cadre institutionnel suprême. Mais notre hypothèse est la suivante : ce n'est qu'en s'appuyant sur des hommes neufs, et en fonctionnant avec de nouvelles méthodes, que la monarchie pourra garantir sa pérennité tout en préparant un avenir meilleur pour le Maroc.

NOTRE SCÉNARIO PRÉVOIT UN "HAPPY END" POUR LE MAROC EN 2020. MAIS AVANT, IL FAUDRA POUSSER LA LOGIQUE ACTUELLE JUSQU'AU BOUT. LE PROBLÈME, C'EST QUE ÇA RISQUE DE MAL TOURNER...

On imagine déjà certaines réactions. *"Nihilisme !"*, éructeront les uns. *"Pédantisme !"*, complèteront les autres. Et de répéter en chœur, vouant aux gémonies les *"donneurs de leçons"* que nous sommes : *"Le Maroc d'aujourd'hui est inéluctablement engagé sur la voie du progrès et de la démocratie"*. La vérité, évidemment, c'est que personne ne connaît l'avenir. Le but de cet exercice de "journalisme d'anticipation", inédit au Maroc, n'est pas de prophétiser quoi que ce soit. *TelQuel* n'est ni Madame Soleil ni le cheikh Yassine. Notre ambition, plus modeste, est de raconter une histoire que nous croyons plausible. Après, libre à chacun de croire aux miracles. Quels qu'ils soient. ■

** Triste commencement*



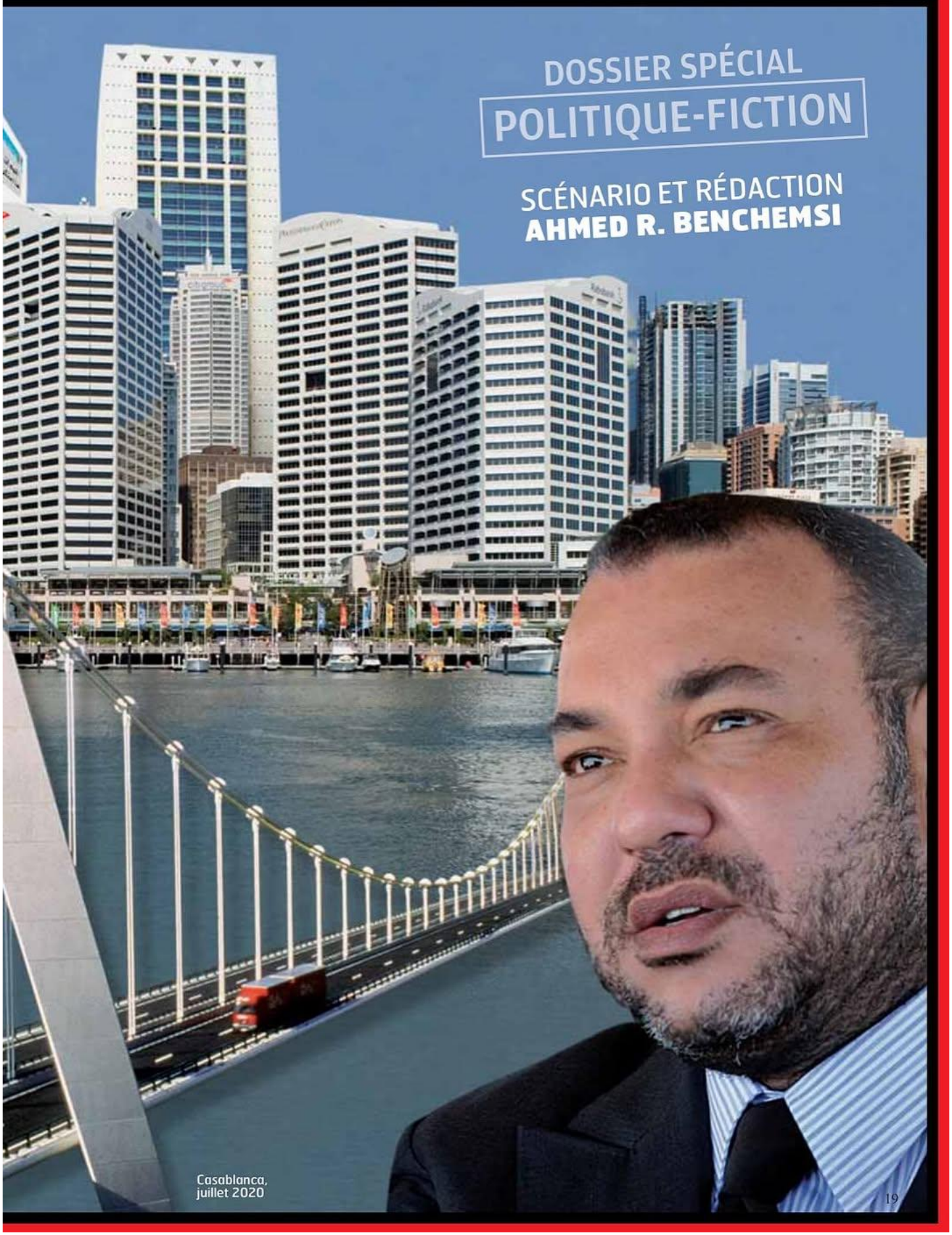
Que se passera-t-il pendant les 10 prochaines années ? Fouad Ali El Himma achèvera-t-il son OPA sur la classe politique ? Les islamistes accèderont-ils au pouvoir ? Les "grands chantiers" feront-ils vraiment décoller notre économie ? Quid du Sahara et de la question identitaire ? Pour tenter de répondre à ces questions, *TelQuel* se lance dans un exercice inédit au Maroc : le journalisme d'anticipation.

MOHAMMED VI
20 ans de règne

PHOTOMONTAGE (AFP / AIC PRESS)

DOSSIER SPÉCIAL
POLITIQUE-FICTION

SCÉNARIO ET RÉDACTION
AHMED R. BENCHEMSI



Casablanca,
juillet 2020

Avant de commencer, lisez ceci !

Bien évidemment, nous ne prétendons pas connaître l'avenir. Pour l'anticiper avec une marge d'erreur réduite, on peut toujours se baser sur des facteurs prévisibles – car relativement mesurables et quantifiables – comme la démographie et la macroéconomie. Cela dit, même les futurologues les plus respectés l'admettent : rien n'est moins prévisible que l'évolution des institutions et des modèles politiques – c'est-à-dire, en général, ce qui relève de la décision humaine. Et quand bien même on prévoirait ces choses-là, la bonne pratique scientifique consisterait à proposer plusieurs scénarios, sans aucune garantie préalable de convergence. Bref, soyons clairs : l'exercice de "journalisme d'anticipation", auquel nous nous livrons sur les 24 pages suivantes, ne prétend à aucune forme de recevabilité scientifique. Voilà qui est dit. Cela étant…

Dans ses grandes lignes, le futur que nous imaginons est plausible, voire vraisemblable. En effet, avant d'anticiper l'évolution du Maroc dans les années 2010 – 2020, nous avons passé au crible plus d'une vingtaine d'études prospectives, dont beaucoup émanent d'instances officielles (voir ci-dessous). Sur des centaines de pages, des économistes, financiers, démographes, sociologues, anthropologues et autres experts et chercheurs dans divers domaines dressent l'état détaillé du Maroc actuel et réfléchissent à son devenir. Nous avons épluché toutes ces études, "scanné" leurs statistiques, actuelles comme prévisionnelles, et souligné avec intérêt les pistes d'évolution que certaines proposent. Notre scénario de l'avenir économique du Maroc, en particulier, est entièrement (quoique librement) inspiré de données prospectives bien réelles – y compris dans leur dimension chiffrée.

Nous avons voulu présenter tout cela comme une histoire. Car c'est l'été, il fait chaud, vous êtes probablement à la plage… Nous avons donc pensé qu'il vous serait plus agréable de lire un "roman d'anticipation basé sur des données actuelles", que de très sérieuses – et très barbantes – projections d'experts. La grande majorité des instances et des personnages de ce "roman" sont réels. Ce sont les partis et les politiciens que vous connaissez aujourd'hui… transposés dans des situations "futures" que nous avons imaginées. Certaines instances et certains personnages, en revanche, sont fictifs. C'est le cas par exemple du "Parti socio-libéral" (qui sera créé en 2013), de "L'Agence indépendante de contrôle des politiques publiques" (mise en place par Mohammed VI en 2017) et du personnage de Hicham Ben Barka (clin d'œil volontaire à Mehdi – vous le croiserez en 2019)… Impossible, sans eux, d'envisager un "happy end", vu que les graines d'un tel dénouement ne sont pas semées à aujourd'hui (lire l'édito, p.4). Puisque la fiction accorde cette liberté, nous avons semé ces graines nous-mêmes, en inventant les personnages et les instances qui porteront le renouveau tant attendu. Si, en juillet 2020, les choses se sont passées comme nous l'avons imaginé (qui sait, après tout ?), nous serons alors aux portes d'une réforme constitutionnelle qui instaurera enfin la démocratie – et son corollaire, la bonne gouvernance – au royaume du Maroc. Tant qu'à rêver, autant que ce soit à un avenir meilleur, non ?

Une dernière chose à savoir : tous les textes ci-après sont datés à juillet 2020. Plutôt que raconter au futur l'histoire de la décennie à venir, nous avons préféré l'écrire au passé – comme s'il s'agissait d'une rétrospective, écrite en 2020, des 10 années précédentes. Quant aux illustrations qui l'accompagnent, il s'agit bien entendu de photomontages. Certains mettent en scène des personnages déjà existants, transposés dans des situations "futures" de notre invention (avec quelques cheveux blancs en plus, inévitable tribut au temps qui passe). Saluons au passage ces prouesses graphiques, fruit du talent du directeur artistique de *TelQuel* Ahmed Arfaoui. Espérons que cet exercice de politique-fiction vous permettra de vous évader d'une actualité souvent morose, voire déprimante. Espérons aussi qu'il vous donnera matière à réfléchir sur ce que l'avenir nous réserve. D'ici là, chers lecteurs, nous vous souhaitons un été agréable. Rendez-vous en septembre, pour un retour au monde réel. ■ TELQUEL

Nos sources d'inspiration

- *50 ans de développement humain et perspectives 2025.* Plus connue sous le nom de "rapport du cinquantenaire", cette somme d'études impressionnante a été rédigée par une centaine d'experts marocains dans divers domaines, sous la supervision d'un comité dirigé par le conseiller royal feu Abdelaziz Meziane Belfqih, janvier 2006
- *Le système éducatif et les classes moyennes au Maroc*, rapport rédigé par le Club Entreprendre de l'Institut Amadeus, mars 2010
- *Prospective : Maroc 2030, Introduction aux Forums I et II, Eveil aux problématiques du Maroc de 2030*, Haut commissariat au plan
- *Quelles perspectives pour l'intégration internationale de l'industrie marocaine ?*, par Larabi Jaidi, in Prospective : Maroc 2030, Actes du forum I – Environnement géostratégique et économique, Haut commissariat au plan
- *L'accélération de la transition : un bonus démographique pour le Maroc*, par Youssef Courbage, in Prospective : Maroc 2030, Actes du forum II - La société marocaine : permanences, changements et enjeux pour l'avenir, Haut commissariat au plan
- *La société marocaine en mutation : éléments de prospective*, par Abdellah Hammoudi, ibid., Haut commissariat au Plan
- *Quelle ruralité pour demain ?*, par Grigori Lazarev, ibid., Haut commissariat au plan
- *Le Maroc a-t-il une stratégie de développement économique ? – quelques éléments de réflexion pour un véritable décollage économique et social*, rapport du Cercle d'analyse économique de la Fondation Abderrahim Bouabid, juin 2010
- *Prospective : Maroc 2030, Exclusion, inégalité et pauvreté : la transition sociale et ses déterminants*, Haut Commissariat au Plan, avril 2006
- *Objectifs du Millénaire pour le Développement*, rapport national 2009, mars 2010
- *Le Maroc en 2025, étude prospective collective*, Fondation Friedrich Ebert, 2005
- *Croissance économique et développement humain : éléments pour une planification stratégique*, Haut Commissariat au Plan, juin 2007
- *Exclusion, inégalité et pauvreté : la transition sociale et ses déterminants*, par Mohamed Douidich, Haut commissariat au plan
- *Programme Emergence, une politique volontariste et ciblée au service de l'essor de l'économie nationale*, Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la mise à niveau de l'Économie, mai 2006
- *Projections routes, autoroutes et programme ferroviaire*, Ministère des Transports et de l'Equipement, 2010
- *Vision 2010* du ministère du Tourisme et de l'Artisanat
- *Se soustraire à la pauvreté au Maroc*, par le Groupe pour la réduction de la pauvreté et la gestion économique, Banque Mondiale, 2007
- *Examen de la politique de l'investissement au Maroc*, Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, New York et Genève, 2008
- *Rapport du Secrétaire général sur la situation concernant le Sahara Occidental*, Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies, 6 avril 2010
- *Maroc et Sahara Occidental*, rapport de Human Rights Watch, janvier 2010
- *Le Financement des infrastructures routières au Maroc*, par la Direction des routes, Ministère des Transports et de l'Equipement, Avril 2009
- *Morocco : Evaluation of the Bank's assistance*, African Development Bank, mai 2006
- *Les défis de la sécurité humaine dans les pays arabes*, Programme des Nations Unies pour le Développement, New York, 2009
- *Assessing Democracy Assistance : Morocco*, par Anna Khakee, FRIDE, mai 2010
- *Contribution du Centre des Droits des Gens/Maroc au Rapport Marocain destiné à l'UPR*, Novembre 2007
- *Mise en œuvre de la politique européenne de voisinage en 2009 - Rapport de suivi Maroc*, Commission Européenne, mai 2010

Attention : Les documents ci-dessus nous ont fourni une riche matière première, tant en idées qu'en données chiffrées. Mais la trame des évènements futurs, telle qu'elle est imaginée dans ce dossier, est de la responsabilité exclusive de *TelQuel*.

MONARCHIE ET POUVOIR

L'accouchement (au forceps) de la démocratie

Entre 2010 et 2020, le Maroc aura tout vécu : les "techno-makhzéniens" au pouvoir, puis les islamistes. Le réveil de la gauche, puis la chute d'un gouvernement... Et au final, la réforme suprême : celle de la Constitution.

Un an. Nous sommes en juillet 2020, et cela fait un an que l'Assemblée populaire constituante négocie avec le cabinet royal pour arriver à la bonne mouture du texte tant attendu : une nouvelle Constitution appelée à être soumise au suffrage universel. Une nouvelle Constitution qui, enfin, instaurera un partage démocratique du pouvoir entre la monarchie et les forces politiques. Il aura fallu 20 ans de règne de Mohammed VI et bien de soubresauts politiques pour que la situation soit mûre. Tout compte fait, cela valait la peine d'attendre. Même si le chemin aura été long et passablement chaotique…

Au début de la décennie, Abbas El Fassi était encore Premier ministre. Fouad Ali El Himma, souvenons-nous, était déjà le politicien le plus en vue du royaume. Sa "disparition" des instances du PAM ? De l'histoire ancienne. Comprenant que son parti finirait par imploser s'il l'abandonnait, El Himma a fini par renoncer à son idée extravagante, selon laquelle *"le PAM n'est pas un parti de personnes"*. Non seulement c'était bien le cas, mais c'était le parti d'une seule personne : lui, "l'ami du roi". Lui, à travers qui l'alliance "notables – anciens gauchistes devenus réalistes" faisait allégeance à Mohammed VI, l'alpha et l'oméga de la vie politique marocaine…

Alors Si Fouad est revenu en janvier 2011. Et la migration des notables locaux vers le PAM s'est accélérée comme jamais – surtout à partir de début 2012, quand l'échéance des législatives a commencé à se préciser. Principale victime : l'Istiqlal, qui a ainsi perdu une effarante quantité de fiefs électoraux. Quand le moment des arbitrages pour les *tazkiat* (investitures) est venu, on a assisté à un étrange phénomène. Auparavant, un notable qui n'obtenait pas l'investiture de son parti le quittait séance tenante pour en rejoindre un autre – n'importe lequel, pourvu qu'il accepte de l'investir comme candidat (un gros chèque bouclait généralement l'affaire). Mais courant 2012, une sorte de système de vases communicants a été instauré entre le PAM et le RNI. Par un accord tacite jamais avoué officiellement, les notables non investis par le PAM se rabattaient quasi systématiquement sur le parti de Salaheddine Mezouar. Cela ressemblait à s'y méprendre à un partage du territoire. Quant à la loi sur les partis, censée interdire les débauchages inter-partisans, elle était pour ainsi dire hors sujet. Les autres partis ont bien essayé de protester, certains sont même allés en justice. Mais 3 verdicts en faveur du PAM (comme pendant les municipales 2009) ont fini par faire renoncer la classe politique, découragée par un jeu aussi profondément faussé…

2010 - 2020

10 ANS DE REBONDISSEMENTS

19 juillet 2010

Le Matin du Sahara titre : ***"Prévisions économiques : le gouvernement ne prépare pas un plan d'austérité".*** *Pourtant, les experts l'estiment nécessaire, vu l'état des finances publiques.*

Janvier 2011

El Himma "revenu", *le PAM enregistre des centaines de nouvelles adhésions de notables locaux. Première victime : l'Istiqlal, qui va perdre de plus en plus de fiefs électoraux…*

14 septembre 2012. Mohammed VI nomme le leader du RNI Salaheddine Mezouar Premier ministre. Pourtant, le PAM était arrivé premier aux élections.

PHOTOMONTAGE (TNIOUNI / DR)

2012 : Mezouar Premier ministre

Le résultat des législatives, tenues le vendredi 7 septembre 2012, n'a surpris personne. PAM 1er avec 21% des sièges du parlement, RNI 2ème (18%), Istiqlal 3ème (17%). Puis venaient le MP (13%), le PJD (12%), l'UC (9%)... et l'USFP, bon dernier des grands partis avec le score historiquement bas de 6% ! Cette fois, le premier secrétaire des socialistes, Abdelouahed Radi, n'a pas pu échapper à la tourmente. Un mois plus tard, il sera acculé à démissionner de son poste et à prendre sa retraite – d'autant que, pour la première fois depuis des décennies, il n'avait même pas été réélu dans son fief du Gharb !

On s'attendait, en toute logique et en application de la fameuse "méthodologie démocratique", à ce que Mohammed VI nomme Premier ministre le chef du parti arrivé premier – c'est-à-dire Mohamed Cheikh Biadillah, secrétaire général officiel du PAM. Mais le 14 septembre, après de rapides "consultations" dont on ne saura jamais le détail, le roi a confié la primature à Salaheddine Mezouar, leader du RNI. A l'issue de négociations éclairs pour former le gouvernement (moins de deux semaines – à croire que tout était goupillé avant les élections), Biadillah s'est gracieusement contenté du poste de "ministre d'Etat aux Affaires sahariennes, chargé de préparer le référendum pour l'autonomie fédérale". N'était-ce pas le destin du "Sahraoui de Sa Majesté", comme l'avait surnommé la presse internationale ? El Himma, lui, est devenu ministre d'Etat à l'Intérieur et n°2 du gouvernement. Du cousu main. Commentaire du *Matin du Sahara* : *"Victoire historique de la démocratie mohammedienne : pour la première fois au Maroc, le ministère de l'Intérieur est confié à un homme issu de la classe politique !"* On ne savait plus s'il fallait rire ou pleurer...

L'avantage avec le gouvernement Mezouar, c'est que les choses étaient enfin claires : les "ministres managers" étaient officiellement au pouvoir.

Contrairement au choix du Premier ministre, l'arithmétique gouvernementale a plus ou moins respecté celle des urnes. Dans le nouveau gouvernement, le PAM s'est taillé la part du lion, suivi du RNI et du MP. L'Istiqlal n'a conservé qu'un seul poste : celui de Karim Ghellab, décidément inamovible ministre des Transports et de l'Equipement. Comme lui, d'ailleurs, de nombreux ministres sont restés à leurs postes. Les Rnistes Moncef Belkhayat et Yassir Znagui, par exemple, ont été respectivement confirmés aux Sports et au Tourisme. Quant au très effacé Anas Alami (soudain labellisé MP), il a quitté la direction générale de la CDG pour devenir ministre des Finances. Bref, comme prévu, le gouvernement 2012 a été formé de "techno-makhzéniens" chargés de poursuivre les grands chantiers initiés par le roi depuis 13 ans, ainsi que de poursuivre la mise en œuvre de cette foultitude de "plans" et autres "stratégies" (Emergence, Rawaj, etc.) tenant lieu de politique publique à l'Etat.

El Himma : le vrai patron du gouvernement

L'avantage de cette situation, au moins, c'est que les choses étaient enfin claires. L'optique chérie par le Palais royal (l'allégeance inconditionnelle + les "managers" au pouvoir) était cette fois pleinement à l'œuvre. Finie la configuration perverse

3 mars 2011

Abolition, par dahir royal, de la peine de mort *(sauf pour les tueurs en série et les assassins d'enfants). De toutes façons, elle n'était plus appliquée depuis 1993.*

22 avril 2011

Mohammed VI charge l'Académie du Maroc de ***standardiser le tamazight et l'"arabe marocain"*** *(darija). La présidence d'honneur des 2 commissions est confiée à Mohamed Chafik.*

qui avait mené le PAM à "l'opposition", et le RNI à vilipender le Premier ministre tout en participant largement à son gouvernement. Les techno-makhzéniens, qui menaient officiellement la barque, avaient désormais les coudées franches. On allait voir de quoi ils étaient capables…

On a vu. Le studieux Ghellab – seul vrai "politique" de la bande, puisqu'il n'hésitait pas à monter au front pour défendre des réformes nécessaires mais impopulaires, comme le Code de la route – continuait à couvrir le pays d'autoroutes, gares et autres aéroports. Le chantier du TGV Casa-Tanger avançait malgré l'hostilité, sourde mais générale, à cet "éléphant blanc" aussi ruineux qu'improductif… Quant aux "plans" divers et variés, ils continuaient à être appliqués cahin-caha, mais avec des bilans d'étape de plus en plus rares, et de plus en plus incomplets. A croire que tout cela ne marchait pas si bien, finalement… Un indice : fin 2012 comme fin 2013, Anas Alami a été brièvement hospitalisé. Surmenage, disait la version officielle. Dépression nerveuse, répondait radio-Rabat. A l'approche du bouclage de la Loi de Finances, le pauvre ministre aurait craqué, par deux fois, face aux harcèlements de tous ses collègues, chacun cherchant à doter son "plan" du maximum de ressources, au détriment de tous les autres. Visiblement, il y avait un défaut de coordination flagrant au sommet du gouvernement. Qu'en disait le Premier ministre ? Rien, puisqu'il partait systématiquement en vacances à cette époque de l'année. Il se disait que c'était El Himma qui tranchait, et que le résultat final était étroitement corrélé avec les affinités personnelles de l'ami du roi. Par ailleurs, différents ministres (et parfois non des moindres) "sautaient" régulièrement, pour des motifs divers. Les responsables débarqués avaient, toutefois, un point commun : l'animosité que leur vouait, pour une raison ou une autre, Fouad Ali El Himma – aux yeux de tous, le vrai patron du gouvernement.

Le Maroc a vécu dans ce climat délétère pendant 4 ans. Seul rayon de soleil : l'autonomie du Sahara décidée par référendum, le 23 septembre 2015 – même si cela prendra du temps avant que le système fonctionne réellement sur le terrain, Rabat refusant obstinément de céder de nombreuses prérogatives… Quoi qu'il en soit, le succès du référendum (99,56% de oui – un score qui a fait soupirer bien des gens) a sonné l'heure de gloire de Biadillah… immédiatement débarqué du gouvernement pour être nommé "président provisoire de la région autonome du Sahara", en attendant les premières élections du gouvernement local. Tandis qu'à Laâyoune de nouvelles perspectives s'ouvraient face aux Sahraouis (lire en p.26), à Rabat, les intrigues de cour et de couloirs battaient leur plein. Pendant ce temps, les médias officiels et para-officiels célébraient inlassablement les "injazate" (réalisations) – ce qui posait d'ailleurs problème, puisqu'il y en avait de moins en moins ; du coup, *Le Matin* faisait sa Une sur l'inauguration du moindre panneau solaire, présenté comme un signe éclatant de modernité… Quant à ce qui restait de la presse indépendante, elle était trop occupée à éviter les chausse-trappes judiciaires pour dire vraiment le fond de sa pensée.

Le 13 janvier 2017, la colère populaire explose suite aux mesures de rigueur drastiques imposées par le FMI. 3 jours d'émeutes sanglantes. Bilan : 500 morts.

PHOTOMONTAGE (AFP / AIC PRESS)

14 janvier 2017. Émeute au pied du Twin Center à Casablanca. Le lendemain, l'armée interviendra. Du haut des escaliers entre les 2 tours, des émeutiers lanceront des cocktails molotov sur les chars.

Et soudain, les émeutes !

Sur le plan macro-économique, le gouvernement louait les "performances positives" en vertu d'un chiffre, un seul : 4,5%, la moyenne de croissance du PIB depuis 2010. Les économistes, eux, n'étaient pas dupes. Ce chiffre, pas si flatteur vu celui de nos concurrents tunisiens, jordaniens ou turcs, cachait des disparités impressionnantes : de -1% (2011), à 6% (2014) ! La différence ? Cette bonne vieille pluviométrie, toujours aussi déterminante pour l'économie marocaine… En réalité, le royaume continuait à reculer dans tous les classements internationaux (notamment ceux de la compétitivité), et ses indicateurs économiques se dégradaient à vitesse grand V. Chômage en hausse (notamment après l'éclatement de la bulle immobilière en 2015, et les

Fin décembre 2011

L'année, marquée par une grave sécheresse, s'achève sur ***une récession du PIB (-1%).*** *Le Premier ministre Abbas El Fassi termine très mal son mandat…*

1er janvier 2012

Fin du démantèlement douanier *prévu par les accords de libre-échange avec l'Europe, les Etats-Unis et la Turquie. Des produits importés compétitifs commencent à inonder le marché.*

Janvier 2012

Abdelilah Benkirane est réélu pour un second mandat à la tête du PJD. *Face aux attaques, le parti islamiste veut rester uni à l'approche des élections législatives.*

faillites en série d'entreprises de BTP), baisse des transferts des Marocains à l'étranger, balance commerciale gravement déficitaire, réserves de devises à un niveau dramatiquement bas…

Malgré tous ces signaux alarmants, le gouvernement Mezouar – ou plutôt le gouvernement El Himma – a continué jusqu'au bout à afficher un optimisme de bon aloi. Vers la fin, plus personne n'y croyait, mais tout le monde faisait quand même semblant. Même le plan de sauvetage du FMI, signé en septembre 2016, a vu sa portée minimisée dans les médias officiels. Tous ont parlé de "mesure technique", avant de changer rapidement de sujet. Le Fonds avait pourtant exigé, comme il est d'usage quand il accorde un prêt colossal, une réduction drastique des dépenses publiques : licenciements massifs de fonctionnaires, arrêts des "grands chantiers" qui employaient des dizaines de milliers d'ouvriers, abandon des subventions sur le carburant et le gaz…

La colère populaire a enflé, sourdement, pendant 3 mois. Puis elle a brutalement explosé, un vendredi à la sortie des mosquées. Le 13 janvier 2017 les centres-villes de Casablanca, Tanger, Marrakech, Sefrou et Safi étaient mis à sac, brûlés par des foules enragées. L'émeute, sauvage, a duré 3 jours et 3 nuits. On n'avait plus vu une telle fureur depuis 1981. La police a du tirer dans la foule. Bilan officiel de ce cauchemar : 500 morts, un chiffre largement majoré par l'AMDH et les observateurs étrangers. Seule l'armée a pu ramener le calme, et ça lui a pris une journée. Image traumatisante entre toutes, à Casablanca : ces chars qui remontaient de l'avenue Al Massira tandis que les émeutiers, grouillant sur les escaliers entre les deux tours du Twin Center, leur envoyaient une pluie de cocktails Molotov…

En tant que ministre de l'Intérieur, Fouad Ali El Himma, tout à coup, se retrouvait dans l'œil du cyclone. Même s'il niait avoir donné lui-même l'ordre de tirer et que le chef de la police, commode bouc émissaire, a été limogé deux jours après la fin des troubles, El Himma était extrêmement affaibli. Cela tombait mal. Les élections législatives 2017, en effet, étaient déjà dans tous les esprits.

Les notables non investis par le PAM pour les législatives se réfugient systématiquement au RNI. On parle de ***"partage du territoire" entre les partis d'El Himma et Mezouar.***

Le PAM remporte les élections, *avec 21% des sièges du parlement. Suivent dans l'ordre : le RNI (18%), l'Istiqlal (17%), le MP (13%), le PJD (12%), l'UC (9%)…*

Juin 2012

Juillet 2012

7 septembre 2012

14 septembre 2012

Le PAM est attaqué en justice, *3 fois, pour violation de la loi sur les partis qui interdit les débauchages d'élus. Il gagne 3 fois. La classe politique désespère de ce "jeu faussé".*

Biadillah, SG du PAM

Salaheddine Mezouar, leader du RNI, est nommé Premier ministre *par le roi Mohammed VI.*

Sauve qui peut !

Reconnaissons-le : l'ami du roi a tout fait pour se rétablir. Un mois après les émeutes, il a spectaculairement… démissionné du gouvernement ! Le même jour, le roi nommait à sa place Saâd Hassar, ministre délégué à l'Intérieur depuis 2012 (et secrétaire d'Etat avant). Le gouvernement s'est reformé sans trop de mal. Quelques ministres PAM sortis (mais pas tous), il suffisait des les remplacer par quelques istiqlaliens supplémentaires plus un UC, pour que cela soit arithmétiquement compatible avec le résultat des législatives 2012. De toute façon, tous ces petits calculs n'avaient plus de sens depuis longtemps… Mais la vraie difficulté est venue d'El Himma. Revenu à l'opposition, l'ex-pilier du gouvernement a multiplié les attaques frontales contre le gouvernement Mezouar – à ses yeux seul responsable des émeutes, comme de tous les maux du Maroc. Comme si le PAM n'avait pas été la colonne vertébrale de ce même gouvernement pendant plus de 4 ans… *"Justement non, car l'action du PAM était bloquée par le RNI"*, jurait El Himma, avec un souverain dédain pour ceux qui l'accusaient de mauvaise foi. Et de promettre : *"Cette fois, nous allons prendre nos responsabilités !"* Traduisez : *"Le prochain Premier ministre, ce sera moi, et vous allez voir ce que vous allez voir…"* Tout cela, bien sûr, n'était que pour la consommation médiatique. Emeutes ou pas, situation économique catastrophique ou pas, le plus important pour El Himma était de gagner à nouveau les élections en 2017. Les notables étaient fidèles au poste, toujours prêts à offrir leurs fiefs à Si Fouad, pourvu qu'ils rempilent au parlement. Le problème, c'est que leur influence avait considérablement décru depuis 2012. A cause d'un phénomène appelé PSL…

Car depuis 5 ans, un mouvement nouveau avait commencé à brouiller les cartes politiques traditionnelles. On se souvient que Abdelouahed Radi avait été contraint de démissionner, après la défaite humiliante de l'USFP en 2012. Certes, le parti, après 4 mois sans direction, avait fini par élire à sa tête l'apparatchik Driss Lachgar. Mais au prix d'une lutte de clans terrible, qui avait définitivement dégoûté les militants socialistes. Surtout que Lachgar, fidèle à lui-même, était parvenu un an plus tard à décrocher un sous-secrétariat d'Etat, suite au renvoi inexpliqué de son ancien titulaire, un PAMiste en rupture de ban. Comme l'UNFP naguère, l'USFP s'est alors très vite vidé de tous ses cadres, qui sont allés grossir les rangs d'une petite formation créée en avril 2013 : le Parti socio-libéral (PSL).

Comment mériter la démocratie

Rassemblé, au tout début, autour de jeunes dissidents de l'USFP et d'une poignée de leaders associatifs respectés, le PSL a vite fédéré des centaines de militants venus de ce qui restait de la gauche. Nouveauté : le parti refusait de se donner un chef unique et fonctionnait de manière collégiale. Mais la grande originalité de la nouvelle formation est d'avoir misé sur la société civile pour noyer les inévitables luttes de clans entre gauchistes. Cela ne s'est pas fait tout de suite. Il a d'abord fallu que le PSL publie son programme. Présenté lors d'une conférence de presse en mai 2013, le document, formulé en darija (encore une nouveauté), était intitulé "Comment mériter la démocratie". Sauf que ce n'était pas vraiment un programme – en tout cas, rien qui ressemble à ce qu'on connaissait. Sur ses quelque 500 pages, en effet, seules 5 affirmaient quelques positions idéologiques, dont la laïcité. Pour le reste, le document était une espèce de "que faire", proposant des mesures ultra-concrètes pour que les Marocains défavo-

SAHARA

Faute de combattants…

Pendant les années 2010, les camps de Tindouf se sont progressivement vidés, tandis que l'autonomie du Sahara devenait effective. Et si une solution honorable pour les deux camps était – enfin – en vue ?

Combien de Sahraouis, encore, dans les camps de Tindouf ? 80 000 ? C'est le chiffre avancé officiellement en 2020 par Alger et le Front Polisario (en 2008, ils annonçaient le double). Les ONG internationales estiment la vraie population des camps à moins de 40 000 personnes. C'est que depuis 10 ans, la "grande hémorragie" n'a jamais cessé, et s'est progressivement accélérée. Entre 2010 et 2014, beaucoup de ralliés au Maroc venaient de Mauritanie, voire du Mali. On était bien en peine de dire s'il s'agissait d'authentiques repentis du Polisario, ou simplement d'opportunistes alléchés par les promesses de logement et de salaire des autorités marocaines.

2015 : le fédéralisme change la donne

Même si elle a mis quelque temps à se traduire concrètement sur le terrain, l'autonomie du Sahara, décidée par référendum en septembre 2015, a précipité le mouvement des ralliements… et l'a surtout clarifié. Désormais gouverné par des Sahraouis de la nouvelle génération, le Sahara autonome sous souveraineté marocaine a très vite su reconnaître ceux qui étaient vraiment les siens. Plus question, depuis, de distribuer des salaires sans contrepartie (les fameuses "cartiya") aux ralliés. Certes, ils bénéficiaient d'"aides à l'insertion", mais d'une durée limitée. Ensuite, ils devaient gagner leur vie comme tout le monde. La différence, c'est qu'ils savaient que leurs chances d'évolution économique et sociale étaient réelles, dans une région où la ségrégation officieuse Sahraouis / Dakhilis n'était plus de mise. C'est alors que de nouvelles vagues de ralliés (des vrais ceux-là) ont commencé à affluer. Au début, le Polisario minimisait le mouvement, et vilipendait les "traîtres" qui avaient accepté de "cautionner la comédie marocaine".

Mais les camps se vidant progressivement, la position du Front a été de plus en plus difficile à tenir. Les négociations, sous les auspices

27 septembre 2012

Installation du gouvernement Mezouar. *N°2 : El Himma, ministre d'Etat à l'Intérieur. Les "techno-mahkzéniens" tiennent les postes clés (Finances, investissement, tourisme…)*

12 octobre 2012

Humilié par le score de l'USFP aux législatives (bon dernier, avec 6% !), ***Abdelouahed Radi démissionne de son poste de premier secrétaire.*** *Le parti s'enfonce dans la crise.*

Après avoir déposé Abdelaziz et pris la direction du Polisario en mars 2019, Bachir Mostafa Sayed (médaillon) a entammé un programme de "révision idéologique". Objectif : convertir ses camarades à l'idée de "co-souveraineté" sur le Sahara

TELQUEL

de l'ONU, ont continué pendant de longues années. Il y a eu Manhasset 5, puis 6, 7, 8... jusqu'à 13 ! Sans résultat, le Polisario restant arc-bouté, avec l'énergie du désespoir, sur l'option du référendum d'autodétermination. Mais en 2019, avec l'arrivée du Parti socio-libéral au pouvoir au Maroc, la donne a changé à Tindouf.

Le dilemme du "Commandant Bachir"

Y a-t-il eu des négociations secrètes, à Nouakchott, entre le ministre PSL de l'Intérieur et des dissidents du Front ? Bachir Mostafa Sayed, frère du fondateur du Polisario et ancien chef militaire respecté ayant vécu près de 15 ans en résidence surveillée à Tindouf, y a-t-il participé ? Toujours est-il que le "Commandant Bachir" a soudain, en mars 2019, réussi un tour de force aussi inattendu que pacifique. A l'issue d'un congrès du Polisario, il a pu déposer, sans heurts, le président vieillissant Mohamed Abdelaziz, pour le remplacer à la direction de la "République arabe sahraouie démocratique" (RASD). Bachir abandonnera-t-il l'option de l'indépendance ? Pas évident, car il devra pour cela lutter férocement contre les principes qui ont guidé toute sa vie – et il n'est plus tout jeune, lui aussi. Il devra, surtout, se soustraire à l'influence des autorités d'Alger, très méfiantes et très nerveuses depuis la chute de Abdelaziz.

Nous sommes aujourd'hui en juillet 2020. Après un an de "révision idéologique", débats acharnés du Politburo qui ont maintes fois mis en péril son nouveau leadership, Bachir semble avoir repris le dessus. L'option qu'il propose désormais est celle de la "co-souveraineté". Son symbole : le drapeau de la RASD devra flotter aux côtés du drapeau marocain, sur tous les édifices publics du Sahara. Comme, par exemple, le drapeau catalan flotte aux côtés du drapeau espagnol sur la mairie de Barcelone. Le PSL est plutôt ouvert à l'idée. Mais il se heurte au veto de Mohammed VI qui a toujours le pouvoir de ratifier (ou de bloquer) les décisions institutionnelles majeures du gouvernement.

Un nouveau cycle de négociations est désormais ouvert, cette fois à Las Palmas, sous la neutralité bienveillante de l'Espagne. Sera-t-il, encore une fois, interminable ? Peu probable... Après un demi-siècle dans la misère des camps, les 80 000 (ou 40 000) "Polisariens" restants sont à bout de forces. Et Alger, aussi hostile soit-elle à la "co-souveraineté", n'est pas en mesure d'envisager une solution militaire... ■

risés se prennent en charge eux-mêmes, sans aide de l'Etat : micro-crédit, auto-alphabétisation, "sponsorings" de hameaux ou de quartiers pauvres par des entreprises ou des mécènes, guides pratiques pour monter des coopératives à faible coût...

Il faut croire que le PSL avait trouvé la bonne recette. Partout, des petites ONG de terrain, séduites par le côté "concert" de ce parti d'un genre nouveau, mettaient leurs locaux à sa disposition. C'est ainsi que le PSL, enregistrant des dizaines de milliers d'adhésions spontanées et renonçant à toute forme de gestion centralisée, s'est éparpillé aux 4 coins du territoire. S'appuyant sur le formidable maillage associatif tissé au Maroc depuis le début des années 2000, pas un seul douar, pas un seul quartier difficile n'a été oublié. Dans chacun, les militants apparentés PSL identifiaient un meneur (ou une meneuse) local(e), lui accordaient automatiquement la carte du parti, et l'invitaient à des réunions mensuelles dans la grande ville la plus proche. Là, dans des réseaux de maisons discrètement prêtées par des sympathisants, se tenaient des séances de formation, et surtout d'évaluation et de suivi des dizaines, puis des centaines de milliers de micro-projets qui ont essaimé comme une traînée de poudre à travers tout le royaume. En mai 2017, le PSL en fédèrera 3 millions ! Et tout cela, étrangement, sans aucune volonté de médiatisation. Comme si le parti fuyait la presse. Ou peut être, l'attention du Makhzen...

2017 : revue des troupes

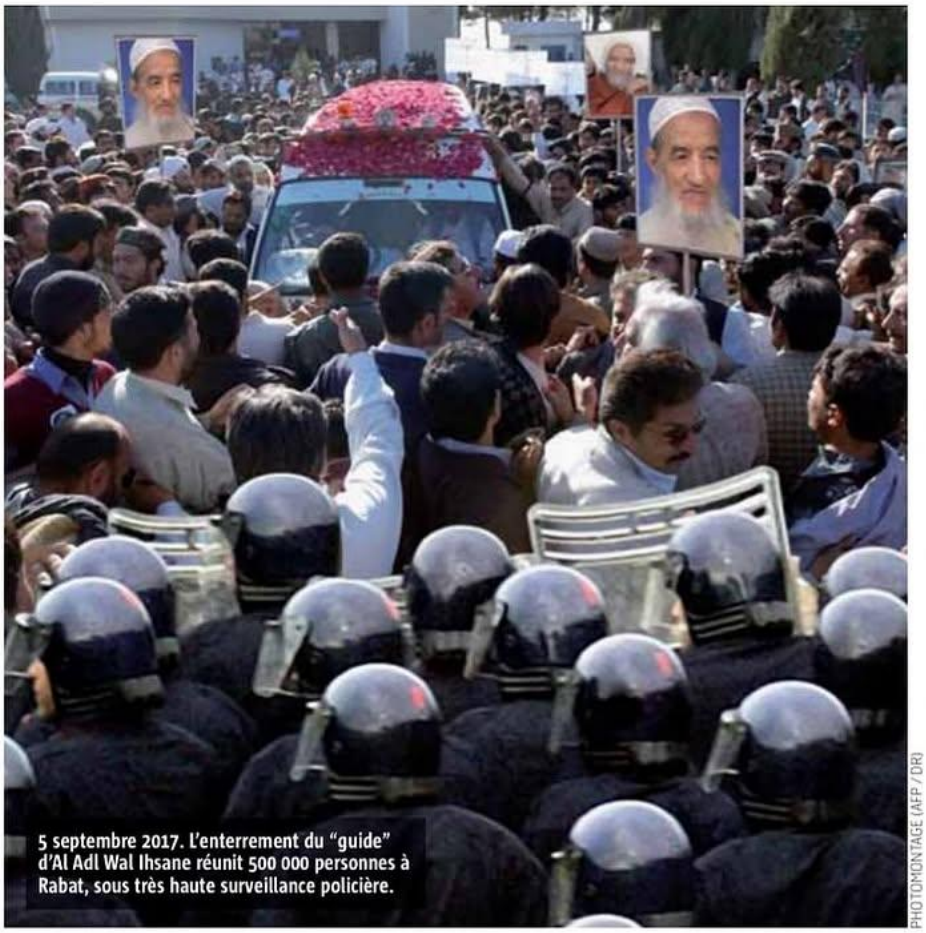
Pendant ces années-là, le PJD... souffrait. Avec El Himma à l'Intérieur, les attaques contre le parti islamiste s'étaient durcies et intensifiées. Point d'orgue : le scandale de mœurs ("fabriqué de toutes pièces", hurlait l'état-major du parti) qui a assommé Mostapha Ramid en 2013. Le tonitruant député islamiste avait fini par démissionner du parlement, après que son immunité ait été levée et qu'il ait eu à répondre de "complicité d'incitation à la débauche" devant la justice. Il s'en était tiré avec du sursis, mais sa carrière était bel et bien terminée... Suite à cet épisode dramatique, Abdelilah Benkirane a eu de plus en plus de mal à tenir ses troupes. Pour de nombreux cadres du

1er février 2013

Après 4 mois d'une guerre des chefs sanglante, ***Driss Lachgar devient premier secrétaire de l'USFP.*** *Les défections du parti s'accélèrent.*

8 avril 2013

Création du Parti socio-libéral (PSL) *par des dissidents de l'USFP et des leaders du monde associatif. Plutôt qu'un chef, le nouveau parti se dote d'une direction collégiale.*



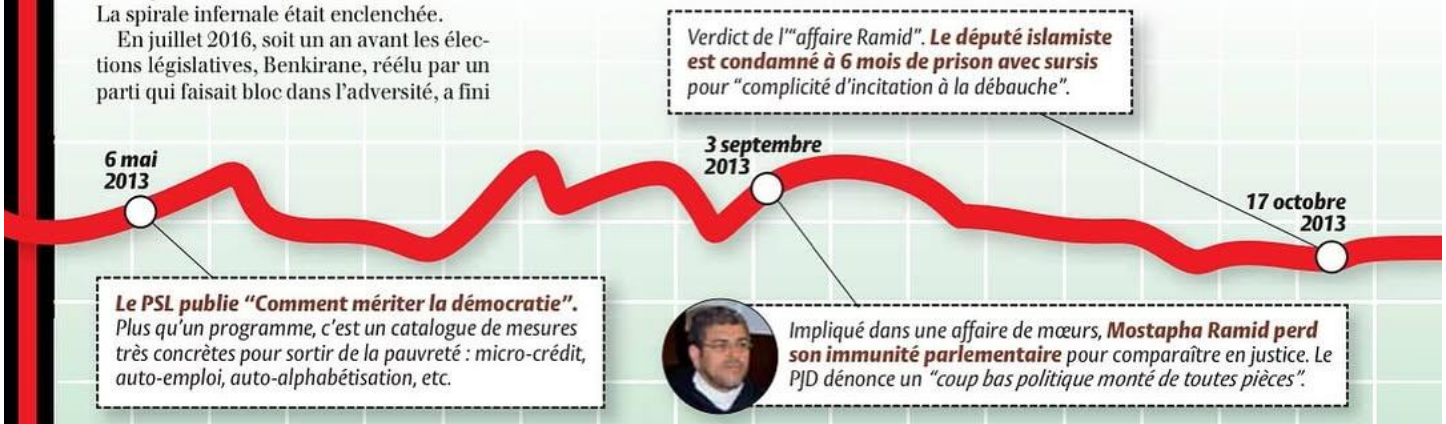
5 septembre 2017. L'enterrement du "guide" d'Al Adl Wal Ihsane réunit 500 000 personnes à Rabat, sous très haute surveillance policière.

PHOTOMONTAGE (AFP / DR)

PJD, il n'était plus question de modération. Le journal du parti *Attajdid*, récupéré par la tendance "dure" qui séduisait un nombre croissant de militants (et dont le "martyr politique" Mostapha Ramid était le héros), n'hésitait plus à s'en prendre au "Makhzen" et à ses "créatures". Du coup, les coups bas du ministère de l'Intérieur s'intensifiaient. Ainsi, en 2015 puis en 2016, plusieurs hauts cadres du PJD ont été jetés en prison, impliqués dans de douteuses affaires de corruption ou d'abus de biens sociaux... La spirale infernale était enclenchée.

En juillet 2016, soit un an avant les élections législatives, Benkirane, réélu par un parti qui faisait bloc dans l'adversité, a fini par céder à la base. Dopé, début 2017, par la démission post-émeutes de son ennemi juré El Himma, le PJD a adopté une ligne hyper-agressive. Symbole, son slogan de campagne choc : *Allahoumma inna hada mounkar !* – une formule lancée par *Attajdid* quand les premiers responsables du parti avaient été emprisonnés. Si Mohammed VI était nommément épargné, la responsabilité des émeutes était imputée, non au gouvernement, mais au "Makhzen". Et ce, dans des haut-parleurs, devant des foules de barbus qui lançaient des *Allahou Akbar* comme pour annoncer l'apocalypse ! Pour toutes ces raisons, personne n'aurait parié un dirham sur le parti islamiste. Dans les salons de Rabat, on disait que le Palais, pour ne pas compromettre les élections, laissait le PJD mener sa campagne. Puis quand le scrutin serait terminé, viendrait alors le moment d'en finir officiellement avec lui...

Quant au PSL, il a fallu attendre la date limite pour que ses candidats se déclarent enfin. Impressionnant : alors que tous les autres partis se déchiraient depuis des mois à propos des *tazkiat* (investitures), les candidats investis par le PSL n'ont essuyé que de rarissimes critiques. Femmes et hommes, moins de quarante ans dans leur majorité, c'étaient les plus méritants des "meneurs locaux" identifiés par le parti en 2013 et devenus, 4 ans plus tard, les héros de l'auto-émancipation de milliers de villages... Leurs candidatures étaient donc perçues comme naturellement légitimes. Étonnant : plutôt que tenir des meetings comme chez les autres formations, les candidats PSL et leurs nombreux lieutenants locaux se contentaient de... distribuer des prix. Dans le cadre de cérémonies spéciales appelées *Iftikhar* (fierté), des sortes de diplômes symboliques étaient distribués dans tout le Maroc. "Prix de la coopérative innovante", "prix de l'auto-alphabétisation rapide", "prix de l'auto-emploi" "prix de l'initiative citoyenne et culturelle"... chaque hameau, chaque quartier défavorisé du royaume, ou presque, a vécu un moment d'émotion en voyant reconnus ses mérites pour sortir, sans aide de l'Etat, de la spirale de la pauvreté et de la marginalisation. A la fin de



chaque cérémonie d'*Iftikhar*, les cadres du PSL distribuaient aux gens, non pas des tracts électoraux, mais un simple imprimé blanc d'une demi-page comportant 4 indications : le jour du scrutin, l'adresse du bureau de vote le plus proche, le symbole du parti et le nom du candidat. Sans même appeler à voter pour ce dernier ! Comme si c'était une évidence…

Le facteur Yassine

Telle était donc la revue des troupes en cet été 2017, à la veille des élections législatives. D'un côté, des partis gouvernementaux terrassés par l'effet des émeutes, encore fraîches dans les mémoires. D'un autre côté, un Fouad Ali El Himma qui démolissait consciencieusement ses alliés d'hier, dans le fol espoir de se refaire une virginité politique à l'arraché (aux yeux des votants, en tout cas – pour les élites, il était évident que tant qu'il restait l'ami du roi, il était incontournable). D'un autre côté, encore, ces jeunes candidats PSL, d'autant plus inquiétants pour leurs adversaires (les notables locaux) qu'ils refusaient de répondre aux provocations, voire même de faire campagne… Et enfin, pour finir le tableau, des islamistes résolus à jouer leur va-tout, convaincus de ne plus rien avoir à perdre.

C'est alors qu'un coup de tonnerre a retenti. Personne, mais vraiment personne, ne s'y attendait. Le 3 septembre 2017, alors que la campagne électorale touchait à sa fin, Abdeslam Yassine, guide octogénaire d'Al Adl Wal Ihsane, mourait paisiblement dans son sommeil. Quelques heures plus tôt, à l'issue de son dernier dîner avec ses lieutenants, il avait pronostiqué une "qawma imminente". L'ultime prophétie de Yassine s'est répandue comme une traînée de poudre, et une vague de mysticisme a déferlé sur tout le pays, pourtant quadrillé par les forces de l'ordre. Le ministre de l'Intérieur Saâd Hassar a bien tenté d'empêcher l'accès au domicile r'bati de Yassine, le jour de ses funérailles. Mais il y a vite renoncé, des centaines de milliers de

Poussé par des militants ulcérés par le "harcèlement du Makhzen", Abdelilah Benkirane, leader du PJD, a durci le ton à l'approche des législatives 2017.

PHOTOMONTAGE (AIC PRESS / TNIOUNI)

La mort de Abdeslam Yassine, 5 jours avant les élections 2017, a bouleversé la donne. Le PJD a gagné !

sympathisants d'Al Adl affluant de tout le pays. Le risque d'affrontement était trop grand, et la presse internationale venue couvrir les élections était alléchée par l'odeur du sang… Campagne battante et peur du Makhzen oblige, aucun chef de parti n'a pointé son nez à l'enterrement du vieux cheikh, le 5 septembre. Mais l'état-major du PJD, dont le cercle politique d'Al Adl s'était beaucoup rapproché depuis qu'il s'en prenait au Makhzen, était là au grand complet. Mieux : Abdelilah Benkirane marchait en tête du cortège funéraire, main dans la main avec les lieutenants orphelins de Yassine.

La mort du guide d'Al Adl Wal Ihsane a-t-elle fait basculer le scrutin en faveur du PJD ? Ou s'agissait-il, plus globalement, d'un vote sanction après les émeutes ? Trois ans plus tard, les politologues ne sont toujours pas d'accord. Une chose est sûre : vendredi 8 septembre 2017, la prophétie de Yassine s'est en quelque sorte réalisée. Pour la première fois de l'histoire du Maroc, les islamistes remportaient les élections ! Les chiffres sont encore dans toutes les mémoires : PJD 1er avec 23% des sièges (52% en milieu urbain !!), PSL 2ème, avec 22%. Suivaient, avec 11% des sièges en moyenne : l'Istiqlal, le MP, le PAM et le RNI. L'UC complétait la marche avec 7%, suivi de divers micro-partis aux scores insignifiants (dont l'USFP, désormais une coquille vide où Driss Lachgar se retrouvait quasiment tout seul).

18 octobre 2013 — ***Ramid démissionne du parlement*** - *et, dans la foulée, du PJD - pour protester contre "la très grave dérive politique que vit le Maroc".*

4 février 2014 — ***Driss Lachgar est nommé sous-secrétaire d'Etat à la solidarité sociale.*** *C'est le seul représentant de l'USFP au gouvernement. Le parti achève de se vider de ses cadres.*

Mars 2014 — ***"Attajdid" est récupéré par l'aile dure du PJD,*** *dont le héros est le "martyr politique" Mostapha Ramid. Le journal islamiste s'en prend au "Makhzen" et à ses "créatures".*

Fin décembre 2014 — ***L'année s'achève sur une croissance de 6%,*** *due à une pluviométrie exceptionnelle. "Historique" pour le gouvernement, ce résultat masque une grave dégradation des finances publiques.*

2017 : le PJD au pouvoir !

Pourquoi Mohammed VI a-t-il nommé Abdelilah Benkirane Premier ministre, le 15 septembre 2017 ? La fameuse méthodologie démocratique ? La crainte de nouvelles émeutes, cette fois à dominante islamiste ? Un peu des deux ? Toujours est-il que Benkirane, qui semblait le premier surpris de sa victoire… a été encore plus surpris de voir les leaders de l'Istiqlal, du MP et de l'UC accepter de bonne grâce de former avec lui un gouvernement de coalition. Consigne discrète du Palais royal ? Ça n'a jamais été prouvé.

Certains ont attribué ce "boulevard" ouvert devant les islamistes à la frayeur qui avait saisi les élites r'baties pendant les 3 jours précédant les élections. Mais l'analyse ne tient pas. Après la mort de son leader, Al Adl Wal Ihsane a vite révélé sa vraie nature : un mouvement… soufi, tout bêtement. Sauf que contrairement aux leaders des vraies confréries soufies, comme la Zaouiya Boutchichiya, Yassine n'avait préparé aucun successeur. Le "guide général" mort, ses vertus vaguement "magiques" ont été enterrées avec lui. Ayant perdu son unique ciment, Al Adl s'est vite dispersé aux quatre vents, tandis que plusieurs membres de son cercle politique rejoignaient le PJD. Un PJD auquel sa victoire inespérée a fait perdre, soudain, tout accent contestataire. Désormais ministres, les amis de Benkirane faisaient assaut de courbettes aux représentants du Palais royal, comme pour faire oublier les accents vengeurs de la campagne électorale. Bref, si frayeur il y a eu dans les salons de Rabat, elle s'est vite estompée…

Grand perdant du scrutin, le PAM d'El Himma, lui, pansait ses plaies en silence. Mais l'ami du roi, après une courte période de disgrâce, a été revu aux côtés du souverain… plus précisément dans sa Mercedes décapotable, côté passager, à la sortie de la séance inaugurale du nouveau parlement. Une scène qu'on avait l'impression d'avoir déjà vue, il y a de longues années…

Un petit an et puis s'en va…

La chute de Benkirane était-elle programmée d'avance ? Beaucoup, aujourd'hui, le pensent. Comment expliquer autrement le fait que le PAM, revigoré par la proximité royale retrouvée de son leader, ait déposé une motion de censure contre le gouvernement… 3 mois après son investiture ? Une deuxième suivra. Puis une troisième, le tout, en moins d'un an. Il est vrai qu'aucune n'est passée. Mais le gouvernement PJD, tout nouveau et déjà aux abois, a multiplié les concessions politiques, devançant la moindre rumeur de désir royal. Comme elles semblaient loin, les attaques contre le "Makhzen" ! Quant à bannir l'alcool, arabiser totalement l'administration, abolir les crédits avec intérêts et généraliser le système des "banques islamiques"… Ces promesses de campagne étaient déjà peu tenables. Maintenant, il était même devenu dangereux… d'en parler. A chaque fois, une motion de censure suivait ! Et à

IDENTITÉ

Le grand virage de la "marocanité"

En 2011, la décision (royale) de codifier la darija a tout lancé. Puis tout est allé très vite : redéfinition identitaire, accès général à la connaissance, et, enfin, une meilleure compréhension des libertés individuelles.

C'était il y a 10 ans. En Juin 2010, un colloque intitulé "La langue, les langues" s'était tenu à Casablanca, soulevant un tollé d'indignation faussement vertueuse contre ces *"agents de l'étranger"* qui voudraient *"éradiquer l'arabe au profit du dialecte commun (3ammiya)"*. Sauf qu'en guise d'"agent de l'étranger", c'était Zakoura Education, une fondation tout ce qu'il y a de plus marocain, qui avait organisé le colloque. Son président, le publicitaire et activiste associatif Noureddine Ayouch, était de surcroît très proche du Palais royal. Les idéologues hurleurs avaient sous-estimé cette dimension. Grosse erreur. En avril 2011, 8 mois après la remise à Mohammed VI des actes et recommandations du colloque, le roi décidait, à la surprise générale, de créer deux commissions spéciales au sein de l'Académie du Maroc. Tandis que l'une était chargée d'*"unifier les dialectes amazighs afin d'en faire une seule langue, le tamazight unifié"*, l'autre avait pour mission de *"codifier et standardiser l'arabe marocain"*. Pour souligner la symbolique de sa décision, le roi a décidé de confier la présidence d'honneur de ces deux commissions au très respecté académicien et pédagogue Mohamed Chafik, largement considéré comme le père de la revendication amazighe. Message royal sous-jacent : l'objectif est de renouer avec toutes les composantes de notre identité marocaine, dans un esprit de complémentarité et non d'opposition…

C'est peu dire que cette annonce royale a changé le rapport des forces en présence. Soudain, les défenseurs du panarabisme total se sont faits plus discrets dans leur dénigrement du tamazight, et ont même commencé à reconnaître quelques vertus à la darija (ou marocain), tout à coup considérée comme une *"déclinaison respectable de notre langue mère, l'arabe"*. Les sous-entendus politiques et attaques détournées ont malgré tout continué à fleurir. En février 2015, après plusieurs années de consultation, M. Chafik a remis solennellement au souverain les premiers dictionnaires "tamazight–tamazight" et "marocain–marocain" de l'histoire du royaume.

Le triomphe du marocain

Pour historique qu'elle soit, cette avancée ne faisait qu'acter une évidence : tous les médias, écrits comme audiovisuels, s'étaient mis au marocain à partir de l'annonce royale de 2011. Les programmes télé passaient à la da-

8 Janvier 2015

5 hauts cadres du PJD (dont 2 maires) sont emprisonnés *pour "corruption et abus de biens sociaux". Le parti hurle au coup monté, tandis qu'Attajdid titre "Allahoumma inna hada mounkar !".*

11 Février 2015

M. Chafik remet au roi les premiers dictionnaires "tamazight-tamazight" et "marocain-marocain". *Les médias passent progressivement à la darija - sauf les journaux télévisés, qui résisteront jusqu'en 2019.*

PHOTOMONTAGE (AFP)

rija les uns après les autres… sauf les journaux télévisés, vecteurs n°1 des sacro-saintes "activités royales", qui ont continué à être les derniers bastions de l'arabe classique. Leur passage au marocain a été la première décision du ministre de la Communication du Parti socio-libéral, en 2019.

Restaient les documents officiels et administratifs. Pour ceux-là, pas de changement, tant que l'unique langue officielle du royaume reste l'arabe classique (cela devrait changer dès la nouvelle Constitution votée, dans un mois, incha Allah). De toute façon, une grosse part des correspondances administratives était déjà, depuis l'indépendance, rédigée… en français ! Ça aussi, le gouvernement PSL est décidé à le changer. Le "tout-marocain" dans l'administration est un objectif prioritaire. Horizon 2022, nous dit-on.

Pour l'Education nationale, la mutation est également loin d'être achevée. Certes, les instituteurs des écoles primaires ont tous reçu la consigne, en 2019, d'utiliser le marocain, oralement, dans tous leurs cours (et particulièrement les cours d'arabe classique et les cours de tamazight unifié à l'usage des non amazighophones, en vigueur sur l'ensemble du territoire depuis quelques années). Mais réécrire tous les manuels scolaires – et en profiter pour les expurger de beaucoup de biais historiques – c'est une autre paire de manches. Les experts disent que cela sera terminé, au minimum, en 2025. L'essentiel, c'est que la machine soit lancée…

Insufflé par la vague darija, le concept d'"identité marocaine", en germe depuis le milieu des années 2000, a connu un essor sans précédent durant la décennie 2010. Au moins 30 thèses de doctorat sur "la spécificité marocaine dans l'Histoire arabo-islamique" ont été publiées, bénéficiant à chaque fois d'une large couverture médiatique. Avec la généralisation de l'enseignement du tamazight unifié à l'école, la césure historique arabes-berbères est en train de s'estomper, lentement mais inexorablement. Encore deux générations, affirment les sociologues, et quasiment tous les Marocains maîtriseront parfaitement le tamazight, en plus de la darija.

"Din bel khater, machi bezzezz"

Cette évolution linguistique a aussi donné lieu à un développement inattendu, cette fois dans le domaine des… libertés individuelles et de la laïcité. Avec la vogue officielle de la darija, ces concepts, abscons jusque-là pour la grande majorité des Marocains, sont devenus plus intelligibles car exprimés simplement, avec des mots de tous les jours, et désormais sans complexes. Il y a eu des résistances, bien sûr, qui continuent encore aujourd'hui. Pour beaucoup, le Maroc sera éternellement un pilier de la "oumma arabo-islamique", toute autre dimension identitaire étant exclue. Mais plus le concept de liberté individuelle se propage, moins la position des islamo-conservateurs est tenable. Argument majeur des laïques : le Coran est beaucoup mieux compris et intégré quand il est expliqué en marocain. Et surtout, le slogan *Sidi Rabbi gal din bel khater, machi bezzezz* ("Dieu a dit que la religion est un choix volontaire et non contraint", version marocophone de la citation coranique "La ikraha fi din" – pas de contrainte en religion) est désormais dans tous les esprits… grâce, il est vrai, au matraquage télévisuel de cette formule, décidé conjointement en 2019 par le ministre des Affaires islamiques estampillé "Palais", et le ministre de la Communication PSL.

Mais sur ce thème, et par extension sur le thème des libertés individuelles, l'évènement catalyseur, historique, aura probablement lieu le mois prochain, en septembre 2020 : le discours du roi Mohammed VI qui suivra la réforme de la Constitution, et notamment son volet religieux. Une révolution en perspective. Une double révolution, même. Selon nos sources, le discours royal, pour la première fois de l'histoire du Maroc, devrait être intégralement délivré… en darija ! ■

chaque fois, le score obtenu par la motion était plus proche des 51% requis…

Sur le plan économique, il eût été vain d'attendre grand-chose du gouvernement PJD. Non qu'il ne faisait pas d'efforts ! Dès son investiture, Benkirane avait vaillamment déclaré que pour dépasser la crise du chômage, il fallait créer des emplois en remettant sur pied "les grands chantiers de Sa Majesté bloqués par les étrangers", ces diables d'"Américains du FMI". Citant Keynes (!), le Premier ministre islamiste avait aussi juré de "relancer l'investissement public"… Bref, l'exact contre-pied ce qu'avaient recommandé les Assises nationales de l'économie, convoquées par le roi en mars 2017 (cf. pp. 36-45). Il est vrai que la création de l'Agence indépendante de contrôle des politiques publiques (AIPOC), décidée dans la foulée de ces mêmes Assises, avait été totalement éclipsée par la fièvre de la campagne électorale. Tout comme a été éclipsée, le 22 octobre 2018, la publication, par la même AIPOC, du Livre Blanc de la Gouvernance. Normal : deux jours plus tard (à se demander si ce n'était pas fait exprès !), une quatrième et

23 septembre 2015

*99,56% de "oui" au référendum instaurant **l'autonomie au Sahara.** Le roi nomme M. Cheikh Biadillah président provisoire du Sahara autonome, en attendant des élections locales.*

12 octobre 2015

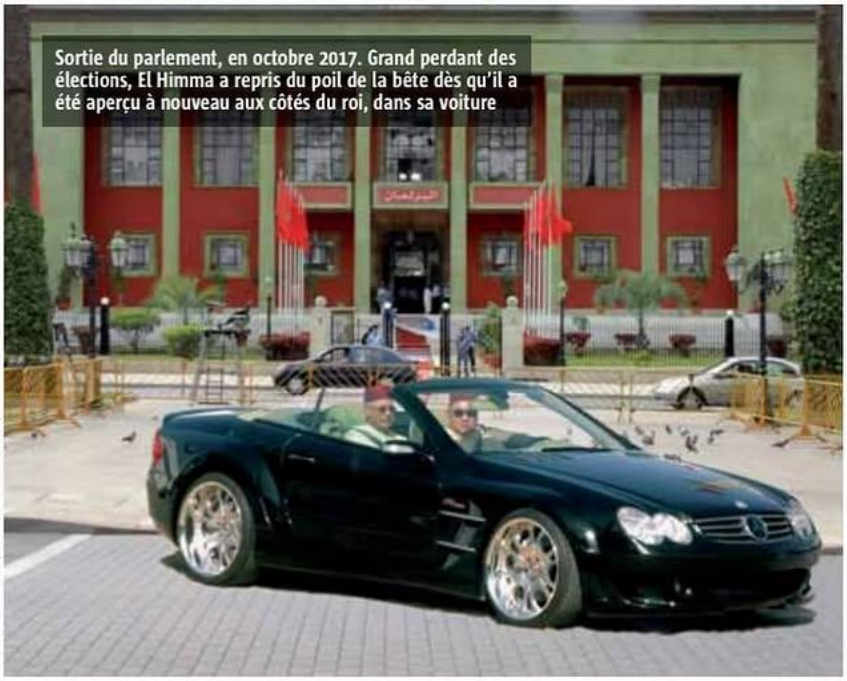
***Inauguration par Mohammed VI de la ligne de TGV Casablanca-Tanger.** Les médias officiels exultent, tandis que les analystes parlent d'"éléphant blanc" ruineux et inutile.*

dernière motion de censure, toujours menée par El Himma, faisait finalement tomber le gouvernement PJD, à bout de souffle. Pauvres islamistes… Même leurs alliés politiques avaient voté contre eux !

La fin du "cirque politique"

Abdelilah Benkirane aura donc tenu un petit peu plus d'un an. Un an pendant lequel les médias officiels et para-officiels se sont déchaînés avec une violence rare contre lui et son gouvernement. Et maintenant, qu'allait-il se passer ? On s'attendait à ce que Mohammed VI nomme un nouveau Premier ministre, et beaucoup espéraient secrètement qu'il serait issu du PSL, arrivé second aux élections un an plus tôt. Le problème, c'est que la formation du gouvernement serait un casse-tête politique insoluble. Aucune formation majeure, du PAM à l'Istiqlal en passant par le RNI, le MP et consorts, n'avait d'affinités avec les gens du PSL, ces "extraterrestres de la politique" comme les avait surnommés la presse. Pire : ils les détestaient, parce qu'ils les avaient supplantés rapidement, avec brio, et sans qu'ils aient rien vu venir. Cela n'empêcherait pas leurs leaders, cela dit, d'intégrer un gouvernement PSL si on le leur proposait. Après tout, leur but ultime était, comme toujours, de décrocher des fauteuils ministériels. Le problème, c'est que le PSL lui-même refusait de partager le pouvoir avec ces gens. Une interview de ses leaders à la presse a levé toute ambiguïté : *"Un gouvernement doit être ramassé et homogène, ou ne pas être. C'est un outil de gouvernance au service du peuple, pas un gâteau qu'on se partage"*. Cette déclaration a eu le don d'exaspérer les démocrates les plus pragmatiques. Voilà un parti jeune, moderne et issu du peuple, qui avait une chance historique de gouverner… et ses leaders faisaient la fine bouche ! Du reste, comment ne pas partager le pouvoir avec un mode de scrutin comme celui du Maroc, qui consacrait l'émiettement politique comme une incontournable fatalité ?

Un mois est passé. Sans gouvernement, le Maroc sombrait dans la crise politique la plus aigüe depuis l'indépendance. Puis le 24 novembre 2018 à 12h15, un communiqué de la MAP est tombé : Sa Majesté allait délivrer un discours surprise au peuple ce soir-même (un samedi !). A 20h, le Maroc entier était devant la télévision. Et là, la bombe ! Mohammed VI annonçait qu'il dissolvait le parlement, et que de nouvelles élections législatives se tiendraient dans un mois. Non seulement le Maroc n'avait pas de gouvernement, mais voilà qu'il n'avait plus de parlement ! Les Marocains avaient à peine digéré cette fracassante annonce… que Mohammed VI faisait exploser une seconde bombe ! *"Pour mettre un terme au cirque politique,* a déclaré le roi, empruntant pour l'occasion une formule de son défunt père, *j'ai signé aujourd'hui même un dahir royal stipulant que les élections législatives se dérouleront désormais selon la règle du scrutin uninominal majoritaire à deux tours. Ainsi, l'un ou l'autre des partis politiques remportera les élections avec une avance confortable, ce qui lui permettra d'assumer pleinement ses responsabilités"*.



Sortie du parlement, en octobre 2017. Grand perdant des élections, El Himma a repris du poil de la bête dès qu'il a été aperçu à nouveau aux côtés du roi, dans sa voiture

PHOTOMONTAGE (AIC PRESS / TNIOUNI)

La proximité royale a vite remis El Himma en selle. Puis les motions de censure contre le gouvernement PJD ont commencé…

C'est peu dire que ce discours royal a créé une onde de choc nationale. Depuis que le Maroc avait adopté le multipartisme et le scrutin à un tour, il y a plus d'un demi-siècle, tous les parlements et tous les gouvernements successifs avaient été faibles, émiettés, condamnés à former les coalitions les plus invraisemblables pour exercer un semblant de pouvoir. Pourquoi, d'un trait de plume, Mohammed VI avait-il mis fin à un système qui lui permettait de diviser pour mieux régner ? D'accord, la Constitution faisait toujours de lui un monarque absolu. Mais un parti majoritaire, seul au gouvernement, lui disputerait quand même le pouvoir. Pourquoi le roi acceptait-il cette situation ? Mieux, pourquoi la préparait-il lui-même, alors que rien ne l'y obligeait ?!!

Choc électrique

Aujourd'hui, près de 2 ans plus tard, nous sommes en mesure d'apporter une réponse à l'énigme qu'a constituée ce discours royal historique. Le déclic, c'étaient

Novembre 2015

Chute de 30 à 45% des prix de l'immobilier. *Les faillites d'entreprises de BTP vont se succéder, plongeant des dizaines de milliers d'ouvriers du bâtiment dans le chômage.*

Décembre 2015

Les micro-projets de développement initiés par le Parti socio-libéral dépassent le cap d'un million. *Malgré les sollicitations des médias, le PSL refuse de communiquer.*

Défilé de militants du PSL, après la victoire de leur parti au second tour des élections législatives, le 18 janvier 2019.

PHOTOMONTAGE (AFP)

les émeutes de 2017 et leurs 500 morts. L'élite du royaume avait vécu cet évènement comme on reçoit un choc électrique. Comme si, après 18 longues années d'illusion, alimentées par des dizaines de grands chantiers et des milliers d'inaugurations... tout le monde, tout à coup, ouvrait les yeux. À commencer par le roi. Dès le début des émeutes, Mohammed VI a compris qu'il fallait changer de cap, d'urgence, opérer un virage à 180 degrés si nécessaire. Le Maroc avait besoin de réformes profondes, systémiques, très vite. C'est dans cet objectif que le roi avait instauré l'AIPOC et l'avait dotée, contrairement à tous les "conseils" qui l'avaient précédée, d'une réelle indépendance. Un an plus tard, les membres de l'AIPOC, sans doute les économistes les plus brillants du Maroc, présentaient au roi leurs conclusions, sous forme d'un "Livre Blanc de la Gouvernance". Un programme de réformes courageuses, mais difficiles car souvent impopulaires.

La question était : qui allait les appliquer ? La monarchie, encore, à travers des "ministres-managers" paralysés par l'allégeance, incapables d'agir comme de vrais hommes politiques, c'est-à-dire de trancher ? Non, pas cette fois. Le pouvoir n'est pas toujours un privilège, c'est souvent – notamment en période de crise – un fardeau. Pas question que la monarchie continue à le porter toute seule. La classe politique devait assumer son rôle, pour le meilleur et pour le pire.

Quelques mois plus tard, Le PJD était arrivé au gouvernement. Mais il n'avait pour ainsi dire "rien compris au film". Ignorant l'AIPOC et ses conclusions alarmantes, Benkirane et ses ministres avaient continué sur la lancée économique de leurs prédécesseurs, croyant gagner ainsi les faveurs de la monarchie. Or c'était tout le contraire qu'elle attendait d'eux. Exit les islamistes, donc. El Himma avait joué son rôle, sa mission était maintenant terminée. Il fallait dorénavant appliquer ce satané Livre Blanc, dont les recommandations ne seraient pas du goût de tout le monde. La classe politique voulait partager le pouvoir ? Fort bien. Elle partagerait aussi ses inconvénients. *"L'un ou l'autre des partis remportera les élections, ce qui lui permettra d'assumer pleinement ses responsabilités"*, avait dit le roi. La plupart des politiciens marocains n'avaient retenu que la première partie de la formule. Ils allaient vite comprendre que la seconde partie était beaucoup plus importante...

Le 24 novembre 2018, Mohammed VI délivre un discours historique : il dissout le parlement et change de mode scrutin !

PHOTOMONTAGE (AFP / DR)

10-17 Mai 2016

7 hauts cadres du PJD sont de nouveau emprisonnés, *5 pour "faux et usage de faux" et 2 pour "complicité de trafic de drogue". Encore une fois, le PJD crie à la manipulation.*

Juin 2016

Crise sans précédent des finances publiques. *La balance des paiements atteint un déficit record, et les réserves de devises ne couvrent plus que 2 mois d'importations.*

Un inconnu pour Premier ministre

Le 18 janvier 2019, le PSL remportait le second tour des élections législatives anticipées, avec 51% des sièges du parlement. Le scrutin avait basculé dans l'entre-deux tours quand le PJD, donné perdant dans la plupart des triangulaires, avait donné consigne à ses électeurs de voter pour le PSL – ou plutôt *contre tous les autres partis*, ceux qui avaient fait tomber le gouvernement Benkirane, ceux qui l'avaient poignardé dans le dos après l'avoir utilisé pour servir leurs petites ambitions. Idéologiquement, les islamistes et les socio-libéraux n'avaient pas d'atomes crochus, loin de là. Mais ils partageaient une certaine droiture (le PSL avait refusé de participer à la curée contre le PJD en rejetant les motions de censure), et l'idée que la démocratie doit "se mériter". C'est ainsi, par un de ces paradoxes inouïs dont le Maroc est coutumier, que les laïcs sont arrivés au pouvoir grâce aux intégristes…

Le 22 janvier, Mohammed VI nommait le PSL Hicham Ben Barka Premier ministre. Jusque là peu connu du grand public, ce businessman de 55 ans (et lointain cousin de l'illustre Mehdi) avait vécu la majeure partie de sa vie aux Etats-Unis. Discret autant qu'érudit, il avait fait fortune en Californie dans les "technologies vertes", sans jamais perdre de vue son pays d'origine. Milliardaire en dollars, il avait décidé en 2015 de rentrer au Maroc et de réinvestir la quasi-intégralité de sa fortune dans les projets sociaux du PSL. Il devenait ainsi le plus gros financier du parti, mais sans afficher d'ambition particulière pour autant. Pourquoi Mohammed VI a-t-il nommé Premier ministre ce discret mécène, et pas un des nombreux "jeunes Turcs" du PSL ? On l'apprendra peu après : ce sont ces mêmes "jeunes Turcs" qui ont suggéré Ben Barka au roi. Leur message : *"Ce n'est pas le pouvoir en tant que tel qui nous intéresse. Nous voulons d'abord établir un climat de confiance, puis commencer, enfin, à parler réforme constitutionnelle"*. Autrement dit : notre objectif déclaré, Majesté, est de réduire votre pouvoir au profit de celui du gouvernement que nous allons former. Quelques années plus tôt, une telle audace aurait valu à ses auteurs d'être jetés hors du palais royal avec un coup de pied dans le derrière. Mais beaucoup de choses avaient changé, depuis. Les émeutes, l'AICOP, le Livre Blanc… et surtout la décision royale de changer le mode de scrutin pour favoriser un gouvernement fort. Quelque chose d'historique était dans l'air. Contrairement à l'USFP de 1999, le PSL de 2019 a su saisir sa chance et forcer le destin.

En enfin, la Constitution !

Le gouvernement Ben Barka, premier gouvernement de l'histoire du Maroc à être constitué par un seul parti politique, a été officiellement installé par Mohammed VI le mercredi 30 janvier 2019. Six mois plus tard (plus précisément le jour de la fête du trône – tout un symbole !), l'Assemblée populaire constituante (APC) était créée. Formée de membres du cabinet royal, des partis politiques à prorata de leur présence au parlement (ç.à.d avec une forte domination PSL) et de quelques représentants de la société civile, sa présidence d'honneur a été confiée à un vieux sage : l'académicien Mohamed Chafik, 93 ans. Aveugle depuis quelques années, mais toujours lucide et espiègle, Chafik était le père du mouvement amazigh, mais aussi l'homme grâce auquel la darija avait acquis le statut de langue nationale du Maroc (lire p.30). Autre symbole fort…

Nous sommes en juillet 2020, et cela fait un an que l'APC planche sur la nouvelle Loi Fondamentale du royaume. Beaucoup d'avancées profondes sont désormais acquises. Grâce à des fuites au sein de l'APC, nous sommes en mesure d'en révéler l'essentiel. Sans que le mot "laïcité" soit mentionné nulle part, la nouvelle Constitution consacrera la "liberté de cultes et de croyances" (au pluriel, oui). Bien entendu,

SOCIÉTÉ

Et la Marocaine s'éveilla…

L'anthropologue Hassan Rachik, auteur de "Maroc : 10 ans de mutations sociales, économiques et culturelles" (Editions *F'hem T'slem*, 2019), répond aux questions de *TelQuel*.

DR

Quelle est, selon vous, la mutation sociale la plus importante qu'ait connue le Maroc pendant la décennie 2010-2020 ?

Indiscutablement, l'évolution de la situation des femmes. Selon les derniers chiffres disponibles, publiés par le Centre d'études et de recherches démographiques (CERED) en 2019, le taux de fécondité au Maroc est actuellement de 2,15 enfants par femme. Nous sommes aujourd'hui au même niveau que la moyenne européenne – ce qui, d'ailleurs, pourrait poser problème, sachant que le seuil d'équilibre est de 2,1. Notre population est aujourd'hui de 37 millions, mais si le taux de fécondité continue à baisser, nous entrerons dans un cycle de dénatalité. Pour préserver l'équilibre économique, il faudra avoir recours à l'émigration. Mais bon, nous n'en sommes pas encore là. Pour l'instant, il faut nous réjouir des mutations sociologiques que cette situation engendre. Même s'il faudra deux générations pour que la transformation soit complète, on observe déjà que la taille des fratries vivant sous le même toit est en diminution. Du coup, les relations familiales sont moins tendues, plus conviviales. Tout cela favorise la montée en puissance de la classe moyenne, vecteur d'une société économiquement plus dynamique. La baisse de la natalité, conjuguée à l'instruction de plus en plus complète des femmes marocaines, leur permet aujourd'hui un accès beaucoup plus large au monde du travail, et même aux secteurs les plus modernes de l'économie.

La démographie est-elle le seul facteur de changement de ces 10 dernières années ?

C'est le plus important, mais ce n'est pas le

16 Juillet 2016

Plus uni que jamais face aux attaques qui le visent, ***le PJD réélit Abdelilah Benkirane.*** *C'est son 3ème mandat à la tête du PJD.*

18 Septembre 2016

Mezouar signe un accord avec le FMI. *En échange d'un crédit colossal, le gouvernement s'engage à dégraisser l'administration, dévaluer le dirham et annuler les subventions au carburant et au gaz.*

AFP

seul. Les changements législatifs ont aussi joué un rôle important. Prenons le dernier en date : la légalisation de l'avortement, votée par le nouveau parlement en 2019. C'est un choc psychologique majeur, même pour les femmes qui n'y ont pas recours. Désormais, les Marocaines savent qu'elles ont le choix. Cela change tout ! Autre nouvelle loi, celle qui pénalise le harcèlement sexuel. Même si elle date de 2011, elle n'est vraiment devenue un phénomène social que l'année dernière, quand ses décrets d'application ont été publiés. Aujourd'hui, les agents de police commencent à comprendre que leur rôle n'est pas d'embêter les couples non mariés, mais de préserver la tranquillité des femmes dans la rue. Vous n'avez pas idée du soulagement que cela représente pour des millions de Marocaines ! Dans un autre registre, l'élargissement de la portée de la kafala, en 2012, avait eu un certain impact. Depuis, les enfants adoptés portent automatiquement le nom de leurs parents, et héritent de leurs biens à leur mort. Statistiquement, cela ne touche qu'une petite partie de la population, mais le glissement des valeurs est déjà là. La notion de "ould l'hram", centrale au Maroc pendant des siècles, est de moins en moins prégnante. Sauf chez les plus âgés, qui ont du mal à s'adapter aux nouvelles mentalités. Il ne faut pas trop leur demander non plus ! (Rires)

On reste toujours dans les femmes et la famille...

D'accord, il y a aussi l'abolition de la peine de mort, en 2011. Mais ça n'a pas eu l'impact attendu, sauf dans l'esprit des conservateurs qui y ont vu une trahison de l'esprit islamique. La peine de mort n'était déjà plus appliquée depuis 1993 ! Je vais revenir aux femmes, désolé (rires), mais dans un autre registre que la sexualité et le planning familial. Un nouveau texte est passé, dont on aurait tort de sous-estimer les effets à moyen et à long termes : la loi sur le travail domestique. Tout employeur, aujourd'hui, est obligé d'établir un contrat de travail déclaré à sa "bonne", de la payer aux trois quarts du SMIG, de l'inscrire à la CNSS, etc. La loi est certes passée en 2011, mais elle n'a pas été vraiment appliquée, comme vous le savez, pendant longtemps. Ce n'est qu'en 2019, avec la promulgation de son décret d'application, et surtout la mise en place des brigades municipales de contrôle (sans oublier la dizaine d'employeurs abusifs emprisonnés le mois dernier, et la médiatisation qui l'a accompagnée), que la loi est enfin devenue réalité. Pourquoi cette loi est importante ? Parce qu'à terme, elle va induire un glissement majeur des valeurs. En admettant que les "bonnes", héritières des esclaves d'antan, sont elles aussi des citoyennes avec des droits, la notion d'égalité va progresser dans les esprits. Au détriment de la notion de classe, et de la dualité haggar/mahgour. C'est le fond de la psyché marocaine qu'on touche, là... ■

le roi, Commandeur des croyants, restera le garant du respect de l'islam. Mais il sera aussi le "protecteur des Marocains de toutes confessions" (toujours au pluriel). Retiré du gouvernement, le ministère des Affaires islamiques deviendra "diwan addiyanat" (Cabinet des religions), et sera directement rattaché au Palais royal. Par ailleurs, la darija, enfin unifiée et standardisée, deviendra "le marocain", langue officielle du royaume aux côtés du tamazight unifié et de l'arabe. Sur le plan politique, le pouvoir de nomination des hauts fonctionnaires sera la prérogative exclusive du gouvernement, tandis que la justice sera strictement séparée de l'Exécutif. Quant au Parlement (dont la seconde chambre sera supprimée), n'y accèderont plus, désormais, que les citoyens titulaires d'un diplôme supérieur et ayant fait l'objet d'une stricte vérification de patrimoine et de moralité. Les députés contrôleront réellement le gouvernement et promulgueront les lois souverainement. Restera l'armée, dont Mohammed VI n'entend pas lâcher le contrôle. Après s'être longuement battu sur ce point, le PSL semble sur le point de s'incliner. La formule probablement retenue sera celle d'un ministre de la Défense rattaché au Premier ministre, mais dont le rôle se limitera à informer le gouvernement et le parlement des décisions militaires prises par le souverain. Seule la déclaration de guerre sera soumise à l'approbation du parlement.

Aujourd'hui jeudi 30 juillet 2020, *TelQuel* s'apprête à passer sous presse dans quelques heures. Au même moment, la fête du trône sera célébrée au palais royal de Rabat. Un communiqué du cabinet royal a prévenu que la cérémonie serait, cette année, d'une remarquable sobriété : Mohammed VI se contentera de recevoir les ministres, députés, hauts fonctionnaires et généraux de l'armée, pour leur délivrer un discours. Selon nos sources, il sera entièrement consacré aux travaux de l'APC, et le roi annoncera l'essentiel du nouveau texte constitutionnel. Réforme historique du protocole : à l'issue de la cérémonie, les dignitaires salueront le roi par une poignée de mains, mettant un terme définitif à la pratique pluriséculaire du baisemain. Selon les mêmes sources, le texte intégral de la nouvelle Constitution sera annoncé, par communiqué de l'APC, dès ce week-end. Si tout se passe comme prévu, le référendum constitutionnel se tiendra en septembre. Alors, s'ouvrira la troisième décennie de Mohammed VI. Et avec elle, enfin, le règne de la démocratie. ■

13-15 janvier 2017

3 jours d'émeutes sanglantes. *Les centres-villes de Casablanca, Tanger, Marrakech, Sefrou et Safi sont incendiés par des émeutiers en furie. La police tire. Bilan officiel : 500 morts.*

17 janvier 2017

Le directeur général de la sûreté nationale est limogé et une enquête est ouverte. *L'opposition parle de "bouc émissaire sacrifié pour blanchir le ministre de l'Intérieur" (F.A. El Himma).*

ÉCONOMIE

La révolution (tardive) de la gouvernance

A partir de 2012, le Maroc s'est lentement enfoncé dans le marasme et l'Etat, dans l'autisme. Puis en 2017, des émeutes sanglantes ont réveillé tout le monde. C'est alors, qu'enfin, les réformes sérieuses ont commencé...

Le 19 juillet 2010, l'ineffable *Matin du Sahara* titrait en Une : "*Prévisions économiques : le gouvernement ne prépare pas un plan d'austérité*". Il aurait dû, pourtant. Quelques experts, rares il est vrai, prophétisaient que le Maroc ne resterait pas éternellement à l'abri de la crise économique mondiale. Certains signaux alarmants étaient déjà perceptibles, comme ce déficit de 18 milliards de dollars de la balance commerciale... Mais la pluie, comme souvent chez nous, a tout fait oublier. Finalement, 2010 sera une assez bonne année agricole, ce qui permettra d'ignorer tous les fâcheux et autres "nihilistes" qui remettaient en question les remarquables performances économiques du royaume. Voyez plutôt les autoroutes, les ports, les aéroports, les tramways et autres TGV... Les "injazate" (réalisations) ! La voilà, la vraie mesure du progrès, la marque de la vision royale et de l'excellence des ministres technocrates qui la portent ! Seul regret : la personnalité de leur supposé chef, le transparent Abbas El Fassi. Mais bon, patience, on n'aurait plus à le supporter longtemps...

Et en effet, les législatives 2012 se sont déroulées comme prévu. Le 27 septembre de cette année-là, les "techno-makhzéniens" ont officiellement pris le contrôle du gouvernement, sous la conduite d'un Premier ministre qui, enfin, leur ressemblait : Salaheddine Mezouar, l'ex-grand argentier du royaume. Certains étaient déjà là sous El Fassi. D'autres venaient tout juste d'arriver du secteur privé. Tous, ou presque, pensaient tenir la formule magique : un pays peut – doit – être "géré comme une entreprise".

De fait, les membres du gouvernement Mezouar planchaient sur différents "plans" et "stratégies", élaborés par des cabinets d'études comme le fameux McKinsey. L'opposition leur reprochait d'ailleurs avec véhémence de "sous-traiter la politique publique au privé". Une critique fondée car, en effet, ils travaillaient en étroite collaboration avec les cabinets-conseil, et en totale déconnection avec leurs propres administrations. A la décharge des "ministres-managers", un abîme culturel les séparait de leurs fonctionnaires. Alors que les seconds parlaient arabe et lisaient *L'Opinion* (surtout les mots fléchés) les premiers parlaient franglais et lisaient *Business Week* (surtout la rubrique Stock Exchange). Comment auraient-ils pu se comprendre ? Résultat : début 2013, le gouvernement travaillait sur pas moins de 12 "plans" élaborés par des cabinets privés. Certains dataient de l'époque El Fassi, d'autres étaient tout neufs. Et tous avaient des noms très

10 février 2017

El Himma démissionne du ministère de l'Intérieur. *Il impute la responsabilité des émeutes au gouvernement Mezouar, et accuse le RNI d'avoir "bloqué le travail du PAM".*

6 Mars 2017

"Assises nationales de l'économie" à Skhirat. *Violent, le discours d'ouverture du roi Mohammed VI met sévèrement en cause la gestion gouvernementale de l'économie.*